

Le gouvernement n'administre pas le pays dans l'intérêt des gens, il l'administre dans son propre intérêt. La preuve c'est qu'il a fait trop peu, trop tard, pour mettre fin au chômage et beaucoup trop, trop tôt, pour nous imposer le système métrique. Si le gouvernement se souciait le moins du monde de ce que veulent vraiment les Canadiens, il aurait demandé l'avis de la population au moyen d'un référendum national. Nous avons demandé que l'on procède à un référendum pour déterminer si les Canadiens voulaient le bilinguisme, et nous avons demandé un référendum national sur la question de la peine capitale. Nous avons parfaitement le droit de nous attendre que le gouvernement demande aux Canadiens s'ils veulent adopter un nouveau système de mesures, qui changera complètement les notions de base dans le domaine des affaires et du commerce, et dans tous les autres secteurs de la vie de notre pays.

● (1200)

On ne veut pas nous laisser avoir ce référendum, monsieur l'Orateur, mais le premier ministre (M. Trudeau) invite le gouvernement du Québec à procéder au sien sur la question de la sécession de cette province de la Confédération, mesure qui met en danger l'avenir même de tout notre pays. Le premier ministre se laisse manipuler par les indépendantistes du Québec en se moquant de la monarchie, au même moment où il représente notre pays aux célébrations du vingt-cinquième anniversaire du couronnement et à la Conférence du Commonwealth à Londres.

Il ne fait aucun doute que nous allons devoir accepter tout le projet de métrisation du gouvernement, y compris son imposition à nos agriculteurs, car les députés de l'autre côté de la Chambre ferment les yeux et votent tout ce que leur chef leur ordonne d'adopter. Ils voteraient pour la désignation d'Idi Amin comme chef adjoint, si le premier ministre le leur ordonnait. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est de convaincre le gouvernement que des secteurs de notre économie souffriront à un point tel qu'ils auront besoin de l'aide et de la compréhension du gouvernement pour survivre à ces dernières atteintes contre leur capacité.

Je pense plus particulièrement au milieu de la petite entreprise et au fardeau financier que la conversion au système métrique lui impose. Les petites entreprises du Canada se trouvent prises dans un concours de circonstances malheureuses, dont aucune ne découle de leurs actions ou de leur manque d'action. Elles subissent des embarras et des embêtements de la part des différents organismes et services gouvernementaux, et elles doivent soumettre de plus en plus de rapports et acquitter de plus en plus de droits et de frais. Les petites entreprises dépendent du service postal plus que n'importe quel autre secteur de notre société, et personne ne niera qu'elles sont constamment mal servies dans ce domaine. Dans le cas de certaines entreprises, comme je l'ai fait remarquer à la Chambre lundi dernier, le service postal est un facteur vital. Quand il fait défaut, comme cela arrive souvent ces temps-ci, un grand nombre de ces entreprises font faillite.

Trop de petites entreprises disparaissent aujourd'hui au Canada à cause d'un service postal irrégulier et peu fiable. Les entreprises qui en avaient les moyens ont déjà remplacé le service postal par des services privés de messagers. Le ministre des Postes (M. Blais) et les syndicats de postiers se plaignent

des pertes que leur font subir les services privés de messagers, mais ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Je prévois qu'à l'avenir, on fera encore plus appel aux systèmes privés de messagers, car le service postal du Canada est de plus en plus mauvais.

Lundi dernier, alors que nous discutons des modifications à la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, à la loi sur les prêts aux petites entreprises, et à la loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, j'ai signalé que si on imposait le système métrique, les personnes qui s'adonnent à ce genre d'activités en souffriraient. Le gouvernement a déclaré au début du débat sur le système métrique que les entreprises et les industries devraient acquitter les frais qu'entraînerait la conversion au nouveau système. On nous a dit plus tard que certains rajustements seraient faits pour que les petites entreprises, par exemple, obtiennent une aide financière pour effectuer la conversion.

Il n'en demeure pas moins que la plus grande partie du coût de la conversion sera supportée par les petits hommes d'affaires, les pêcheurs et les agriculteurs. Au cours du débat de lundi, j'ai dit qu'un grand nombre d'hommes d'affaires auraient peine à trouver les fonds nécessaires pour défrayer la conversion, compte tenu de toutes leurs autres obligations financières, des ravages de l'inflation, des frais accrus de production et de main-d'œuvre ainsi que d'une foule d'autres dépenses. J'ai pressé le gouvernement d'en tenir compte, de présenter un programme plus souple de prêts aux petites entreprises, et j'ai dit que beaucoup de petits hommes d'affaires seraient dans l'obligation d'emprunter pour financer la métrisation de leur matériel. Mais réflexion faite, et surtout en cette période où l'argent est cher, je me demande si c'est bien à eux de supporter les frais d'une opération qu'ils n'ont pas demandée et à propos de laquelle ils n'ont même pas été consultés par le gouvernement, ni par qui que ce soit d'autre.

Ce ne sont pas les chefs de petites entreprises qui ont demandé le système métrique. Ni les pêcheurs, ni les agriculteurs. La population elle-même ne l'a pas demandé pas plus qu'elle n'a été consultée. On le lui impose, tout simplement, sans même nous en donner la véritable raison. La connaissons-nous jamais?

En ce qui concerne le financement de la conversion à effectuer par les petites entreprises, il n'y a que deux formules acceptables. La première est que le gouvernement fédéral la prenne en charge, puisqu'après tout c'est lui qui en a eu l'idée. S'il tient à imposer à l'agriculteur, aux pêcheurs et aux chefs des petites entreprises cet inutile et onéreux changement de décor, il n'a qu'à payer les peintres.

L'autre formule qui permettrait aux petites entreprises de s'en tirer au minimum de frais directs et d'inconvénients consisterait à leur consentir des prêts à long terme sans intérêts. Quand on a les moyens de consentir à Cuba, par exemple, des prêts à long terme à intérêt minime ou nul, quand on a les moyens de prêter aux antipodes pour améliorer les entreprises et les exploitations agricoles étrangères, on peut en faire autant pour nos petites entreprises à nous. D'autant plus que c'est délibérément que le gouvernement a imposé ce supplément de frais. Sans aucune consultation, sans même se donner la peine de savoir si le pays était d'accord.